



La fiscalité des particuliers

2016-2017

Cours

Sommaire

- 1. Les nouveautés 2017**
- 2. Principes d'imposition et généralités**
- 3. Définir le périmètre du foyer fiscal**
- 4. Déterminer l'assiette de l'impôt**
- 5. Calculer l'impôt dû**
- 6. Mesures issues de la loi TEPA**
- 7. Contribution exceptionnelle sur les hauts revenus**
- 8. Fiscalité de l'épargne (tableaux récapitulatifs)**

1. Les nouveautés 2017

- 1.1 Baisse d'impôt pour les ménages modestes** (la réduction d'impôt sera de 20 % si le revenu Fiscal de Référence 2016 < 18 500 € pour une part et < 37 000 € pour 2 parts + 3 700 € par demi part supplémentaire).
- 1.2 Impôts sur les sociétés** : le taux de l'IS est ramené à 28 % pour les entreprises ayant un bénéfice taxable de 75 000 € maximum.
- 1.3 Suppression des réductions de droits de donation-succession** dont bénéficiaient les contribuables avec trois enfants ou plus.
- 1.4 Le dispositif « PINEL »** (en faveur de l'investissement locatif est prolongé jusqu'à la fin de l'année tout comme le dispositif Censi-Bouvard en faveur de l'investissement locatif meublé (avec quelques modifications)
- 1.5 La réduction d'impôts liée aux dépenses d'emploi d'un salarié à domicile** engagées par les contribuables inactifs (retraités, invalides, ...) devient un crédit d'impôts pour les dépenses payées à partir du 01/01/2017.
- 1.6 L'obligation de payer ses impôts en ligne** ou par prélèvement est étendue aux foyers dont l'impôt ou les acomptes sont supérieurs à 2 000 €.
- 1.7 Le CITE** (crédit d'impôt pour la transition énergétique) est prorogé jusqu'au 31/12/2017.



1. Les nouveautés 2017 (suite)

1.8 Exonération de la CSG pour les pensions de retraite < à 1 255 €.

1.9 Mise en place du prélèvement à la source de l'impôt à compter de Janvier 2018 :

- les impôts de tous les revenus perçus à compter de 01/2018 (à quelques exceptions près) seront payés dès leur perception et non plus l'année n+1 ;
- l'impôt sera prélevé directement par les employeurs, les caisses de retraite, les assédic, les caisses d'assurance maladie ;
- le taux du prélèvement à la source sera calculé par le fisc chaque année à partir de la déclaration de revenus de l'année n-1. Ce taux pourra être individualisé sur les revenus propres (si marié ou pacsé) ;
- il pourra également être choisi par défaut sur les salaires pour préserver la confidentialité.

Quid des revenus 2017 ?

Le fisc effacera l'impôt dû sur les revenus perçus en 2017.

Cette mesure ne concernera que les revenus habituels, l'impôt restant dû pour tous les revenus considérés comme exceptionnels (indemnités de licenciement, retraites perçues en capital, participations non investie dans un PEE ou un PERCO, ...). De même, les revenus financiers, plus-values mobilières de 2017 ne sont pas concernés par la réforme.

2. Principes d'imposition et généralités

2.1 Les grands principes

2.2 Schéma général du calcul de l'impôt



2.1 Les grands principes

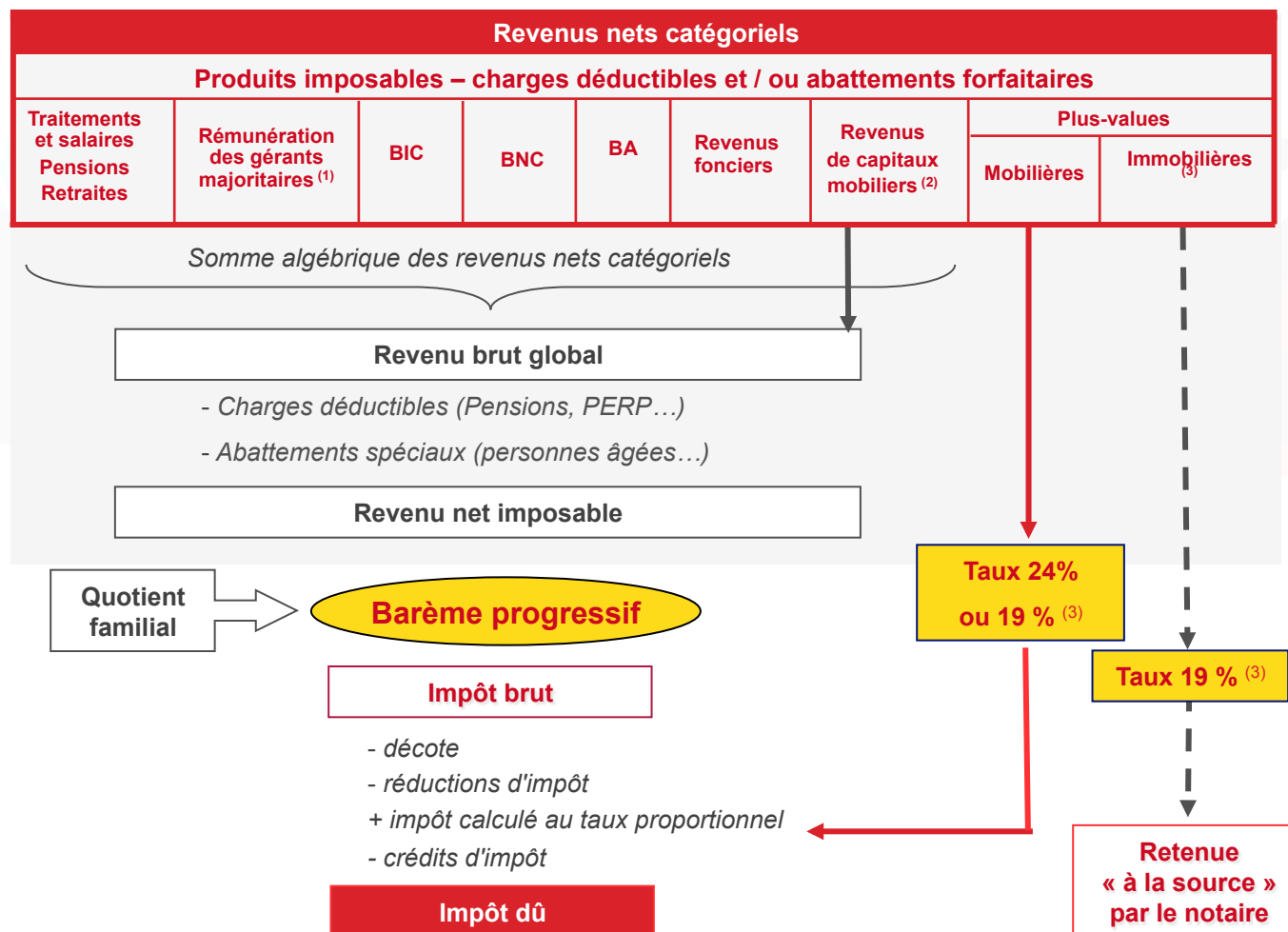
Qu'est-ce que le revenu imposable ?

C'est un revenu « familial » ⁽¹⁾

- Le revenu imposable se calcule par foyer fiscal. Il regroupe les revenus du contribuable, de son conjoint et des enfants à charge (de droit ou par rattachement).
- **C'est un revenu global**
- Les revenus de toutes natures, perçus par l'ensemble des personnes du foyer fiscal, sont regroupés pour constituer le revenu global.
- **C'est un revenu annuel et disponible**
- Le revenu imposable est calculé à partir des revenus disponibles (perçus) et des charges déductibles (décaissées) au cours de l'année civile qui précède l'année de déclaration.
- Les bénéfices des activités commerciales ou agricoles déterminés suivant le principe des « créances et dettes » constituent une exception (un produit non encaissé est imposable, une charge non payée est déductible lorsqu'ils sont nés au cours de l'exercice.)
- **C'est un revenu net**
- Sont déductibles d'un revenu brut catégoriel, les dépenses engagées en vue de son acquisition ou de sa conservation. Selon la catégorie de revenus, ces charges peuvent être déduites pour un montant forfaitaire ou pour leur montant réel justifié.
- Une charge déductible suppose l'existence d'un revenu imposable (les charges afférentes à un revenu exonéré ne peuvent être déduites).

(1) Tenir compte des règles d'imposition des personnes liées par un PACS.

2.2 Schéma général du calcul de l'impôt (1/3)



2.2 Schéma général du calcul de l'impôt (2/3)

(1) Revenus des gérants majoritaires

Les revenus de cette catégorie sont traités comme des traitements et salaires et sont portés dans cette dernière catégorie (TS) sur la déclaration n° 2042.

(2) Revenus des capitaux mobiliers

Pour les revenus de 2016, un prélèvement non libératoire est appliqué : au taux de 21 % sur les dividendes et au taux de 24 % sur les intérêts. Ce prélèvement non libératoire à la source vaut acompte sur l'IR.

Sous certaines conditions, les contribuables pourront être dispensés de payer le prélèvement non libératoire à la source, en fonction d'un plafond de ressources :

- Prélèvement sur les dividendes : 50 000 € pour une personne seule, 75 000 € pour un couple,
- Prélèvement sur les intérêts : 25 000 € pour une personne seule, 50 000 € pour un couple.

Les prélèvements sociaux sont de 15,50 %.

2.2 Schéma général du calcul de l'impôt (3/3)

(3) Plus-values immobilières

- Maintien du taux proportionnel de 19 % et des abattements pour durée de détention ;
- Application d'une taxe progressive sur les plus-values immobilières supérieures à 50 000 € :

Plus-values supérieures à 50 000 €	Taux
> 50 000 € à 60 000 €	$(PV \times 2\%) - [(60\,000 - PV) \times 5\%]$
> 60 000 € et <ou= 100 000 €	$PV \times 2\%$
> 100 000 € et <ou= 110 000 €	$(PV \times 3\%) - [(110\,000 - PV) \times 10\%]$
> 110 000 € et <ou= 150 000 €	$PV \times 3\%$
> 150 000 € et <ou= 160 000 €	$(PV \times 4\%) - [(160\,000 - PV) \times 15\%]$
> 160 000 € et <ou= 200 000 €	$PV \times 4\%$
> 200 000 € et <ou= 210 000 €	$(PV \times 5\%) - [(210\,000 - PV) \times 20\%]$
> 210 000 € et <ou= 250 000 €	$PV \times 5\%$
> 250 000 € et <ou= 260 000 €	$(PV \times 6\%) - [(260\,000 - PV) \times 25\%]$
> 260 000 €	$PV \times 6\%$

Les prélèvements sociaux sont de 15,50 %.

3. Définir le périmètre du foyer fiscal

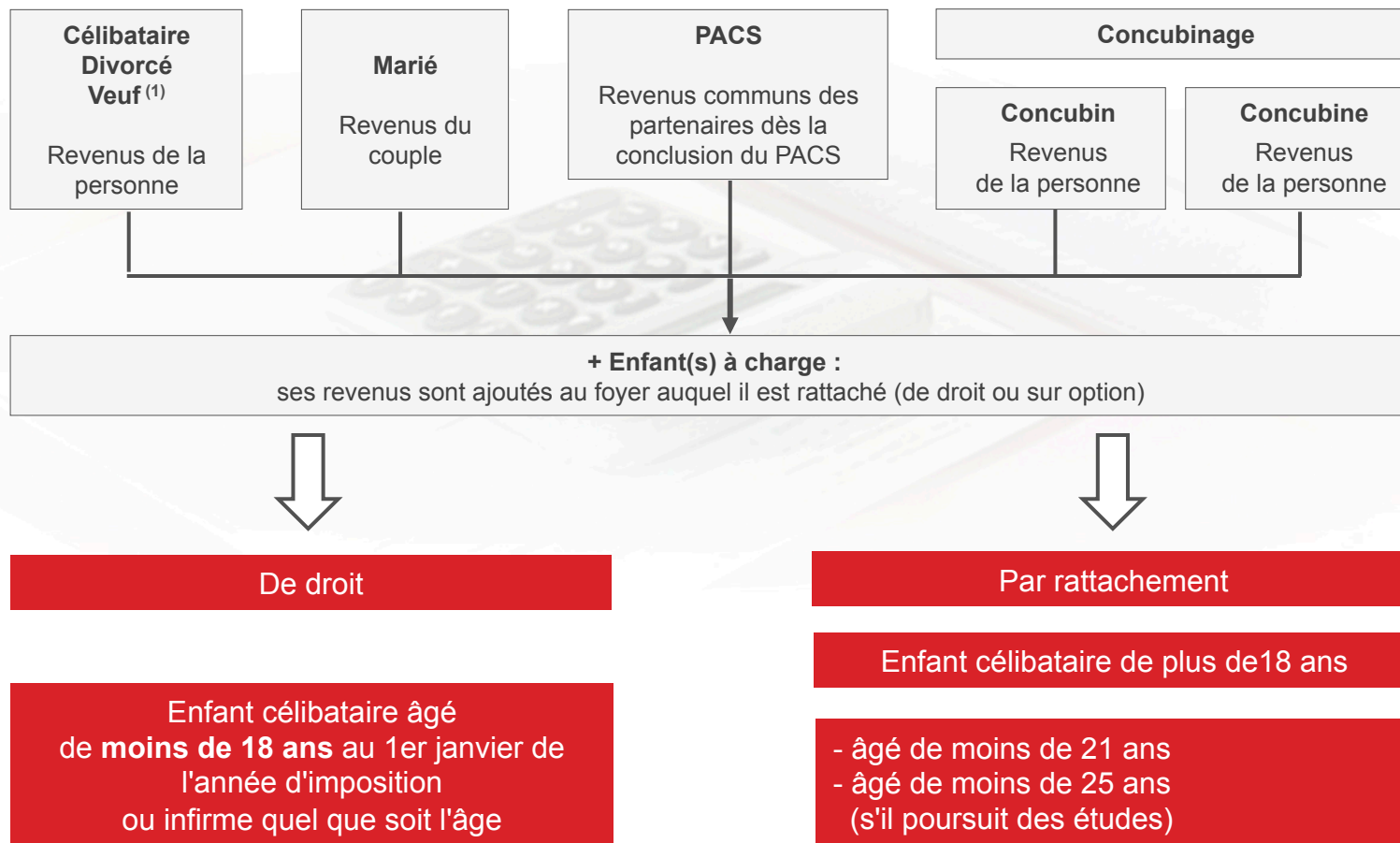
La définition du **foyer fiscal** (« périmètre » de la déclaration) détermine :

- les **personnes** devant déclarer leurs revenus en commun ;
- le **quotient familial** du foyer (atténuation de la progressivité de l'impôt).

3.1 La situation de famille

3.2 Le quotient familial

3.1 La situation de famille



(1) Les veufs ayant des personnes à charge bénéficient de 2 parts, que les enfants soient ou non issus du mariage avec le conjoint décédé.

3.2 Le quotient familial

	Célibataire, divorcé ou veuf	Mariés PACS	Veuf ou veuve ayant une ou plusieurs personnes à charge
Quotient de base	1	2	2
Parts ou ½ parts additionnelles liées à la présence d'enfants à charge ⁽¹⁾			
1 ^{er} enfant	1	0,5	0,5
Majoration parent isolé (pour les personnes ne vivant pas en concubinage)	0,5	/	/
2 ^e enfant	0,5	0,5	0,5
À partir du 3 ^e enfant	+ 1 (par enfant)	+ 1 (par enfant)	+ 1 (par enfant)

(1) Existence de ¼ de part en cas de garde alternée des enfants.

+ 0,5 part par personne titulaire de la carte d'invalidité (art. 173 du Code de la famille)

Cas particulier : les personnes célibataires, divorcées ou veuves, vivant seules et ayant un ou plusieurs enfants imposés séparément (aucun enfant compté à charge) bénéficient d'une majoration de leur quotient de base d'½ part.

4. Déterminer l'assiette de l'impôt

4.1 Les revenus catégoriels

Les revenus catégoriels peuvent être classés en 3 grandes familles :

- **les revenus du travail** (liés aux activités professionnelles du contribuable) ;
- **les revenus du patrimoine** (revenus fonciers, revenus de capitaux mobiliers) ;
- **les gains en capital** (plus-values de cessions mobilières ou immobilières).

4.1.1 Traitements et salaires

4.1.2 Bénéfices industriels et commerciaux (BIC)

4.1.3 Bénéfices non commerciaux

4.1.4 Bénéfices agricoles

4.1.5 Revenus d'obligations et autres produits à revenu fixe

4.1.6 Revenus de capitaux mobiliers – Dividendes

4.1.7 Plus-values sur valeurs mobilières

4.1.8 Revenus fonciers : régime du micro-foncier

4.1.9 Revenus fonciers : régime du réel

4.1.10 Revenus fonciers : régimes optionnels permettant la prise en compte d'un amortissement

4.1.11 Revenus fonciers : régimes optionnels permettant l'obtention d'une réduction d'impôt

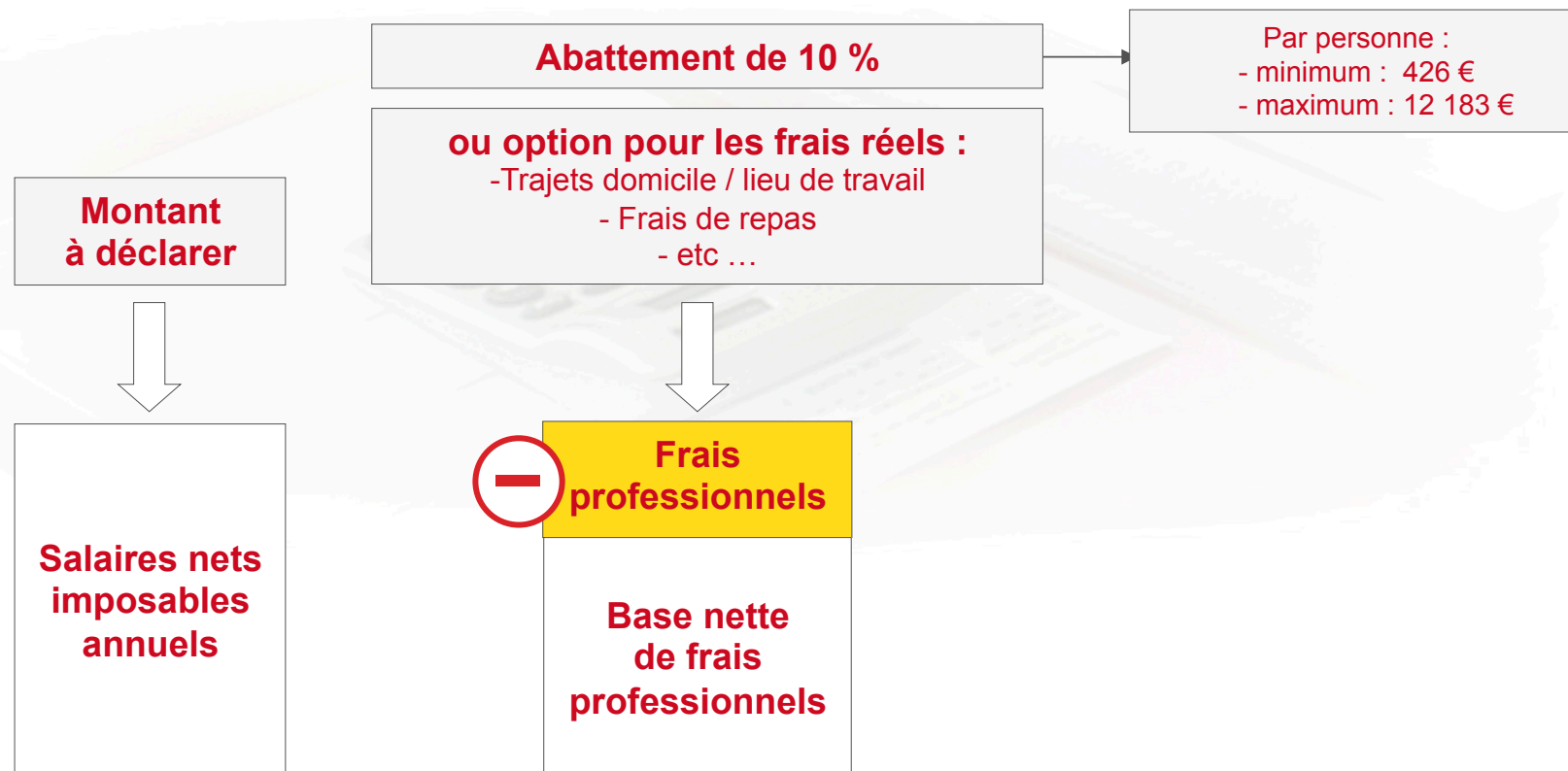
4.1.12 Revenus fonciers : déficits

4.1.13 Plus-values immobilières

4.2 Les charges déductibles du revenu global

4.1 Les revenus catégoriels

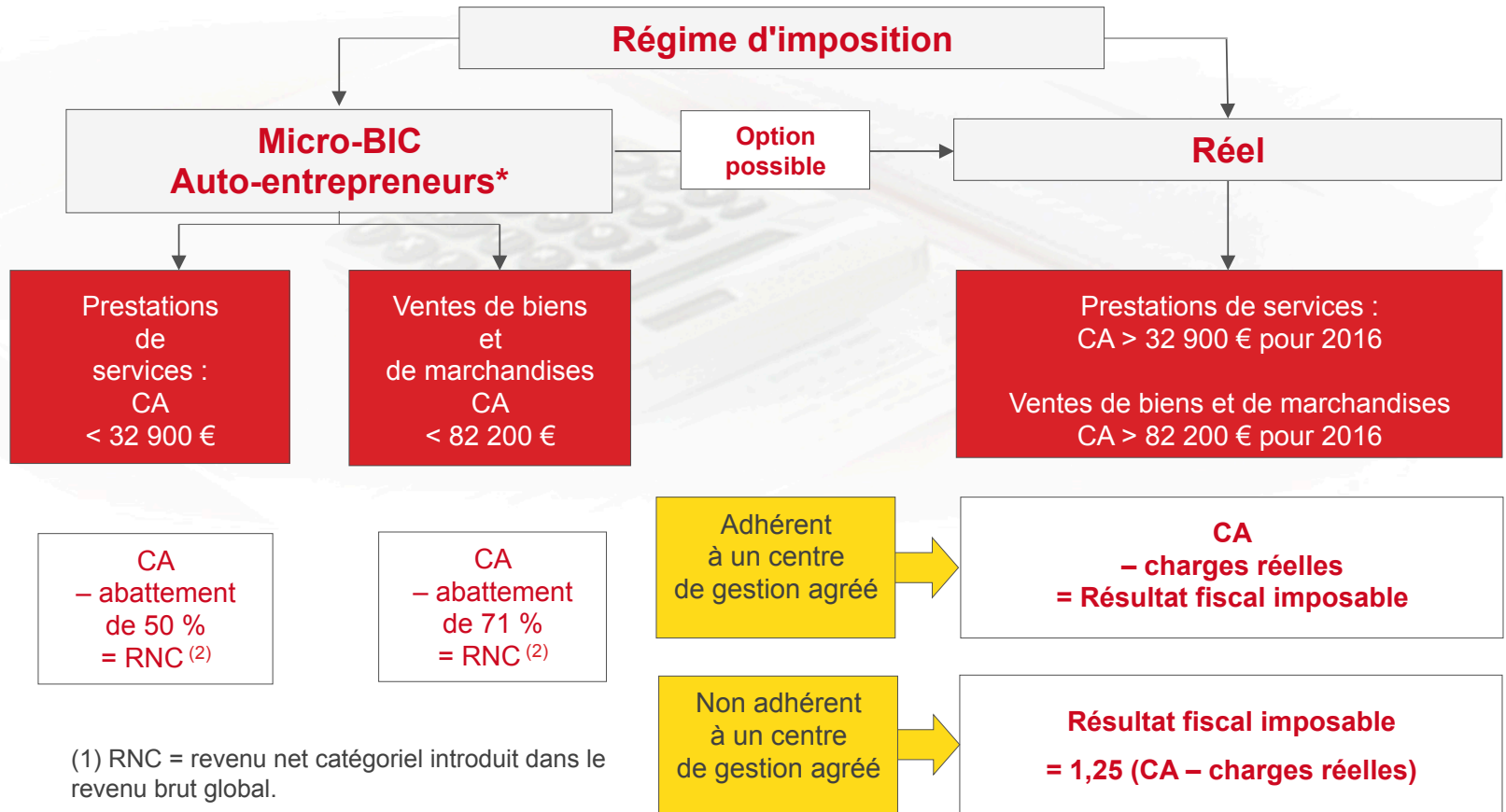
4.1.1 Traitements et salaires



Les heures supplémentaires ne sont plus exonérées.

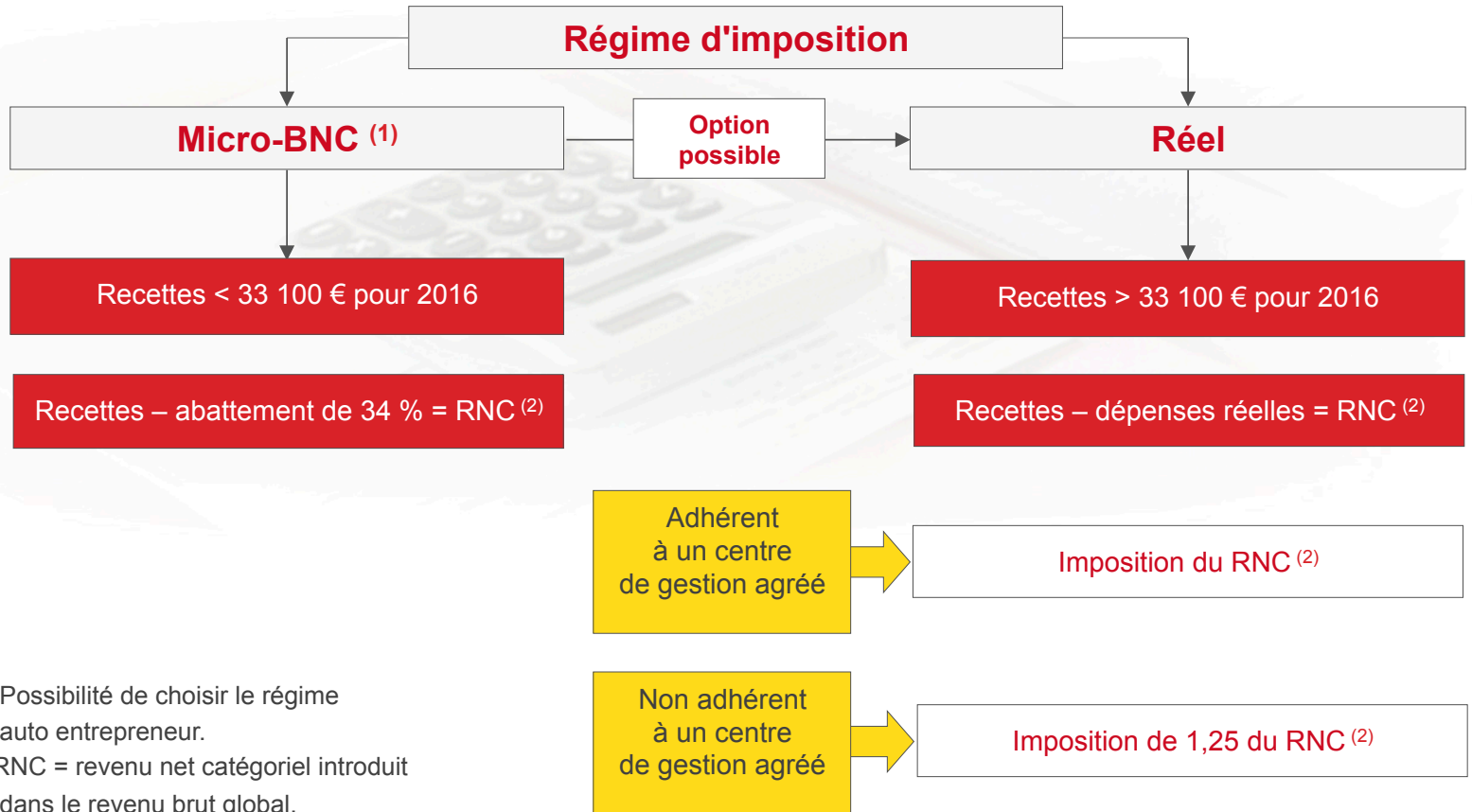
4.1 Les revenus catégoriels (suite)

4.1.2 Bénéfices industriels et commerciaux (BIC)



4.1 Les revenus catégoriels (suite)

4.1.3 Bénéfices non commerciaux



4.1 Les revenus catégoriels (suite)

4.1.4 Bénéfices agricoles

Moyenne des recettes (TVA comprise) mesurée sur deux années consécutives		Régime de droit commun	Possibilité d'option
Ne dépassant pas 76 300 €	Généralité des exploitants	Forfait	Simplifié ou réel normal
	Exploitants exclus du forfait	Simplifié	Réel normal
Comprise entre 76 300 € et 350 000 €	Généralité des exploitants	Simplifié	Réel normal
Supérieure à 350 000 €	Ensemble des exploitants	Réel normal	Néant

1 - Le micro bénéfice agricole

Le bénéfice forfaitaire (à l'hectare ou à l'unité produite) est fixé par l'Administration en concertation avec les organisations professionnelles, puis est appliqué à l'exploitant au vu de sa déclaration n° 2342 (renseignements relatifs à l'exploitation).

2 - Le régime réel normal ou réel simplifié

Le résultat est déterminé à partir des produits de l'année et des charges réelles de l'année.

4.1 Les revenus catégoriels (suite)

4.1.5 Revenus d'obligations et autres produits à revenu fixe

Maintien du prélèvement libératoire optionnel de 24 % pour les revenus de 2016.

Imposition au barème progressif ⁽¹⁾

- Prélèvement de 24 % non libératoire,
- Possibilité de dispense de prélèvement non libératoire en fonction du plafond de ressources : 25 000 € pour une personne seule ou 50 000 € pour un couple.
- CSG 15,5 % dont déductible à 5,1 %.

⁽¹⁾ LF 2016

Prélèvement libératoire de 24 % ⁽²⁾

- Conditions à remplir : les revenus de placement doivent être inférieurs à 2 000 € par foyer fiscal
 - Option à exercer
- ⁽²⁾ Existence de prélèvements libératoires obligatoires à taux différents : 60 % sur les bons anonymes, 50 % sur les paiements dans un ETNC.

4.1 Les revenus catégoriels (suite)

4.1.7 Plus-values sur valeurs mobilières (1/4)

4.1.7.1 Imposition des particuliers depuis 2013

- Application du barème progressif ;
- Application d'un abattement pour durée de détention :

Moins de 2 ans	0 %
Plus de 2 ans et moins de 8 ans	50 %
A partir de 8 ans	65 %



4.1 Les revenus catégoriels (suite)

4.1.7 Plus-values sur valeurs mobilières (2/4)

4.1.7.2 Abattement général pour durée de détention (1/2)

Durée de détention	Abattement
Plus de 2 ans et moins de 8 ans	50 %
8 ans et plus	65 %

Abattements dérogatoires majorés

1/ Un abattement proportionnel majoré en faveur des cessions (sous conditions), de titres de PME de moins de un an au sein du groupe familial, de dirigeants partant en retraite, **les titres de PME acquis dans les 10 ans de leur création (sous certaines conditions), les cessions de titres intrafamiliales :**

Durée de détention	Abattement
De 1 an à moins de 4 ans	50 %
De 4 ans à moins de 8 ans	65 %
8 ans et plus	85 %

4.1 Les revenus catégoriels (suite)

4.1.7 Plus-values sur valeurs mobilières (3/4)

4.1.7.2 Abattement général pour durée de détention (2/2)

2/ Abattement fixe

Les dirigeants de PME partant en retraite peuvent, sous conditions, bénéficier d'un abattement fixe de 500 000 € qui s'impute sur le gain net de la cession avant application de l'abattement majoré.

Autres aménagements

Plus-values réalisées	Taux d'imposition
Actifs des FCPR et PV OPCVM	45 %
SCR (PV distribuées)	30 %
Versements dans un ETNC	75 %

4.1 Les revenus catégoriels (suite)

4.1.7 Plus-values sur valeurs mobilières (4/4)

4.1.7.3 Valeurs mobilières et droits sociaux : clôture d'un PEA, plus-values et moins-values

Retrait en capital	Durée du plan	< 2 ans	> 2 ans et < 5 ans	> 5 ans
	Plus-values	22,50 %	19 %	Exonération
	Moins-values	Imputable sur PV (excédent reportable 10 ans)		

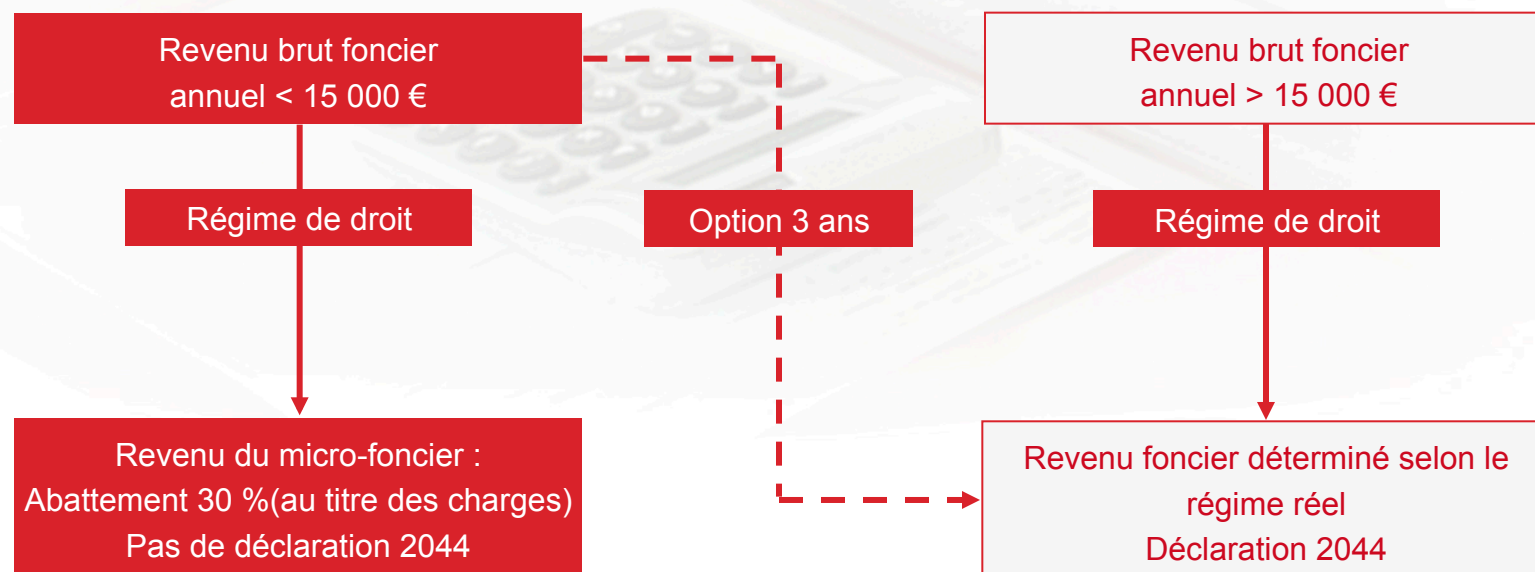
Les prélèvements sociaux sont de 15,50 %.

Sortie en rente viagère	Avant 8 ans	Après 8 ans
	Rente soumise à l'IR et prélèvements sociaux de 15,5 % sur une fraction du montant	Exonération d'IR mais prélèvements sociaux

4.1 Les revenus catégoriels (suite)

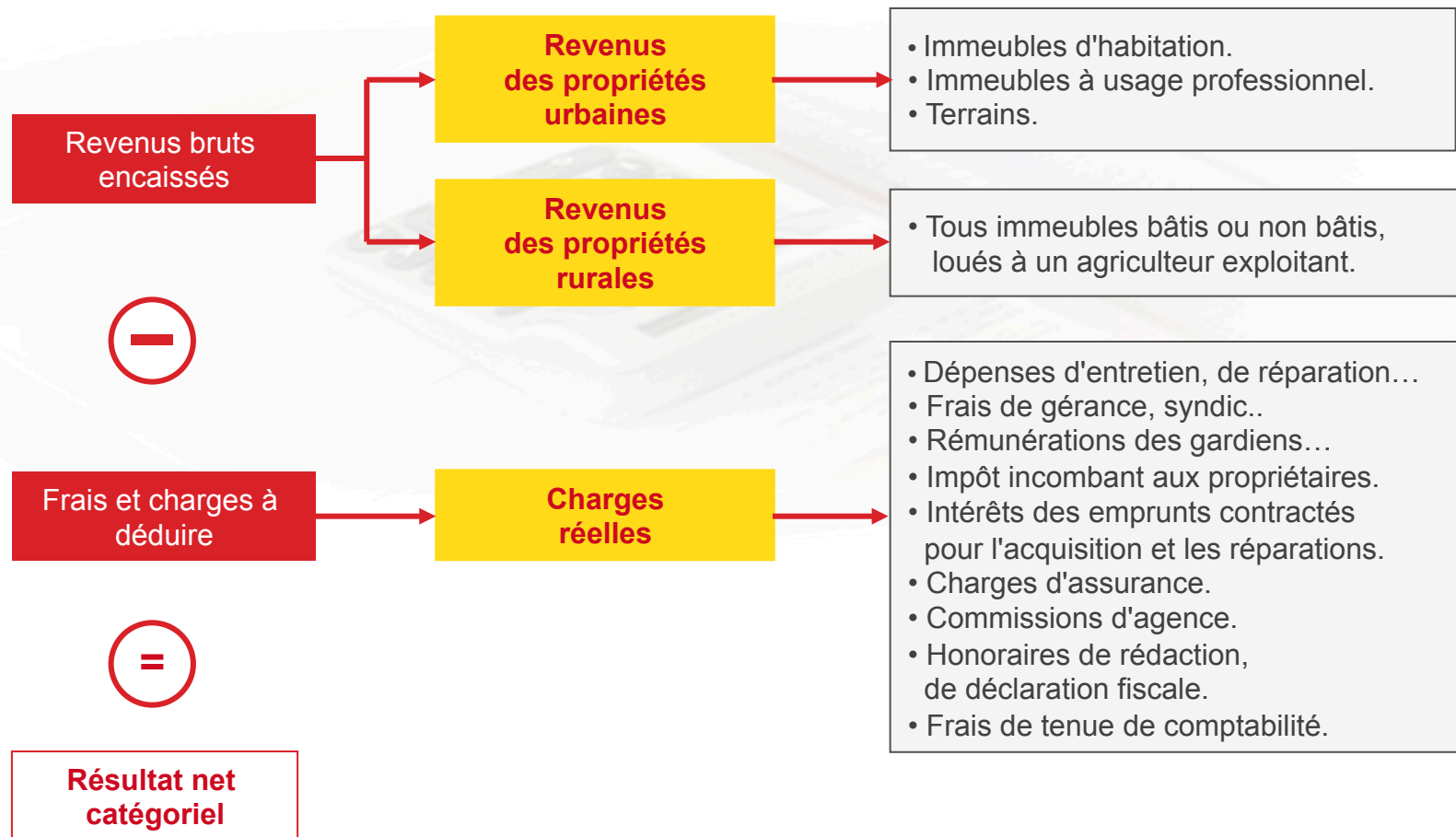
4.1.8 Revenus fonciers : régime du micro-foncier

Nature des locations : immeubles nus ne bénéficiant pas d'un régime fiscal particulier (Besson, Périssol, de Robien, de Robien recentré, Borloo neuf, ou de la réduction d'impôt Scellier ou Duflot).



4.1 Les revenus catégoriels (suite)

4.1.9 Revenus fonciers : régime du réel



4.1 Les revenus catégoriels (suite)

4.1.10 Revenus fonciers : régimes optionnels permettant la prise en compte d'un amortissement (1/2)

Caractéristiques	BESSON NEUF	DE ROBIEN
Période d'application	01/01/99 – 03/04/2003	03/04/03 – 31/08/06
Affectation du logement	Location non meublée pour l'habitation principale du locataire	Location non meublée pour l'habitation principale du locataire
Amortissement	8 % pendant 5 ans 2,5 % les 4 années suivantes Prolongation possible de 6 ans maximum par période de 3 ans	8 % pendant 5 ans 2,5 % les 4 années suivantes
Location	9 ans	9 ans
Loyers	Plafonnés	Plafonnés
Ressources du locataire	Plafonnées	Aucun plafond
Imputation des déficits	Limite : 10 700 €	Limite : 10 700 €
Locations aux ascendants ou descendants	Possible mais suspension du régime durant cette période	Possible sauf à un membre du foyer fiscal du propriétaire



4.1 Les revenus catégoriels (suite)

4.1.10 Revenus fonciers : régimes optionnels permettant la prise en compte d'un amortissement (2/2)

Caractéristiques	ROBIEN RECENTRÉ	BORLOO « NEUF »
Période d'application	Du 01/09/2006 au 31/12/2009	Du 01/09/2006 au 31/12/2009
Affectation du logement	Location non meublée pour l'habitation principale du locataire	Location non meublée pour l'habitation principale du locataire
Amortissement	6 % pour les 7 premières années et 4 % pour les 2 autres	6 % pour les 7 premières années et 4 % pour les 2 autres
Déduction forfaitaire	Aucune	30 % de déduction sur les loyers encaissés
Location	9 ans (non reconductibles)	9 ans (avec possibilité de reconduction sur 2 périodes de 3 ans)
Loyers	Plafonnés	Plafonnés
Ressources du locataire	Aucun plafond	Plafonnées
Imputation des déficits	Limite : 10 700 €	Limite : 10 700 €
Locations aux ascendants ou descendants	Possible (sauf membre du foyer fiscal)	Impossible

4.1 Les revenus catégoriels (suite)

4.1.11 Revenus fonciers : régimes optionnels permettant l'obtention d'une réduction d'impôt (1/2)

Caractéristiques	SCELLIER	SCELLIER intermédiaire
Période d'application	Du 01/01/2009 au 31/12/2012	
Affectation du logement	Location non meublée pour l'habitation principale du locataire	
Location	9 ans non reconductibles	9 ans + 2 périodes de 3 ans
Plafond de l'investissement	300 000 €	
Réduction d'impôt	Etalement sur 9 ans	Etalement sur 9 ans et complément de 2 % par an pendant 2 périodes de 3 ans ⁽²⁾
Taux ⁽¹⁾	25 % pour les logements acquis en 2009 et 2010 15 % pour les logements acquis en 2011 ⁽³⁾ 13 % pour les logements acquis en 2012 ⁽³⁾	
Déduction forfaitaire	Aucune	30 %
Loyers	Plafonnés	
Ressources du locataire	Non plafonnées	Plafonnées
Imputation des déficits	Limite : 10 700 €	
Locations aux ascendants ou descendants	Possible par membre du foyer fiscal	Impossible

(1) Application du rabot de 10 % à compter de 2011 et du rabot supplémentaire de 15 % en 2012

(2) Devenu 6 % par période de 3 ans pour 2 périodes (Loi de finances pour 2011)

(3) 6 % pour les logements non BBC



4.1 Les revenus catégoriels (suite)

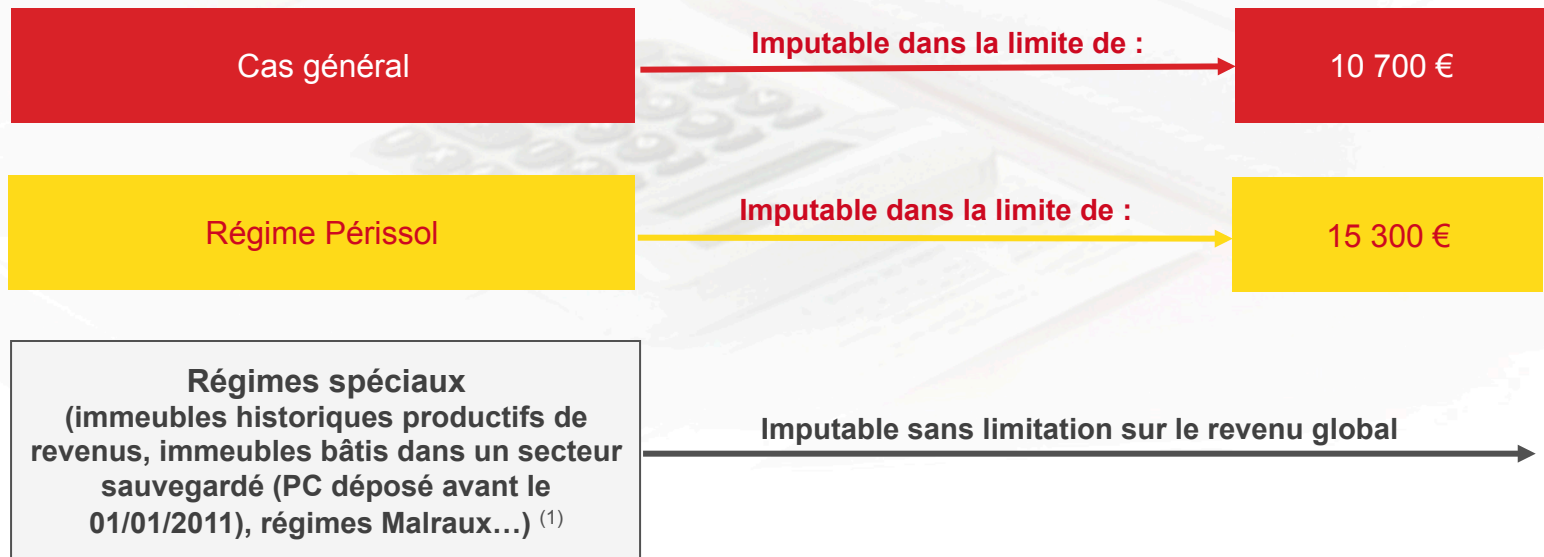
4.1.11 Revenus fonciers : régimes optionnels permettant l'obtention d'une réduction d'impôt (2/2)

Caractéristiques	Dispositif Pinel	
Période d'application	Depuis le 01/09/2014 jusqu'au 31/12/2017	
Affectation du logement	Location non meublée pour l'habitation principale du locataire	
Engagement de location	6 ou 9 ans prorogeable par période de 3 ans jusqu'à 12 ans	
Plafond de l'investissement et prix de revient maximal par mètre carré de surface habitable	300 000 € et 5 500 €	
Réduction d'impôt	En métropole : <ul style="list-style-type: none"> - 12 % (2 % par an pendant 6 ans) - 18 % (2 % par an pendant 9 ans) - 21 % (2 % par an pendant 9 ans + 1% par an pendant 3 ans) 	En outre-mer : <ul style="list-style-type: none"> - 23 % sur 6 ans - 29 % sur 9 ans - 32 % sur 12 ans
Plafonnement global des niches fiscales	10 000 €	18 000 € depuis l'imposition des revenus de 2015
Loyers	Nouveau zonage depuis le 01/10/2014. (Classement des communes amélioré)	
Location aux ascendants ou descendants	Acceptée pour les investissements réalisés à compter du 01/01/2015	

4.1 Les revenus catégoriels (suite)

4.1.12 Revenus fonciers : déficits

Le déficit foncier net est, selon les cas, imputable sur le revenu global ou reportable sur les revenus fonciers des 10 années suivantes.



(1) Pour les investissements réalisés depuis le 1^{er} janvier 2009, Le régime « Malraux » donne droit à une réduction d'impôt de 30 % ou 40 % avec un plafond de dépenses de 100 000 €, par ailleurs rabaissé depuis 2011 (22 % ou 30 %). Cette réduction d'impôt n'entre pas dans le plafond de 10 000 €.



A l'exception des monuments historiques, la fraction du déficit provenant des intérêts d'emprunt n'est jamais imputable sur le revenu brut global mais seulement reportable.

4.1 Les revenus catégoriels (suite)

4.1.13 plus-values immobilières

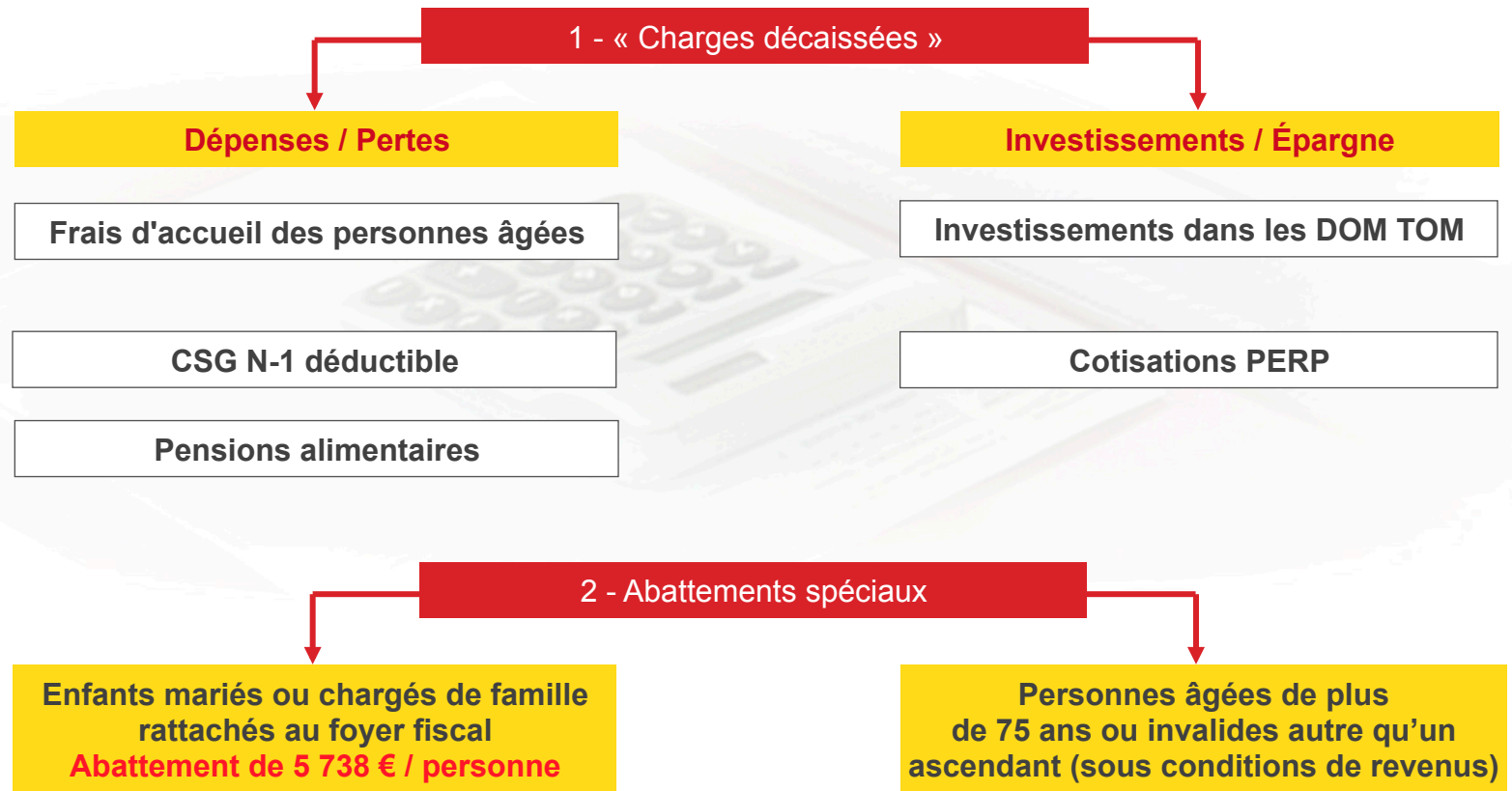
Abattement pour durée de détention

Ancien régime	Nouveau régime	
	IR	PS
IR et PS		
2 % par an de 6 à 17 ans	6 % par an de 6 à 21ans	1,65 % par an de 6 à 21 ans
4 % par an de 18 à 24 ans	4 % la 22 ^e année	1,60 % la 22 ^e année
8 % par an de 25 à 30 ans		9 % de 23 à 30 ans
Exonération après 30 ans	Exonération après 22 ans	Exonération après 30 ans

Abattement 30 %

Il s'applique aux plus-values de cessions d'immeubles destinés à la destruction pour reconstruction.

4.2 Les charges déductibles du revenu global (1/2)



4.2 Les charges déductibles du revenu global (2/2)

Les versements à un plan d'épargne populaire sont déductibles des revenus imposables dans la limite annuelle de :

- 10 % des revenus nets professionnels plafonnés à 8 fois le plafond annuel de la Sécurité sociale de l'année précédente, pour le couple ;
- ou 10 % du montant annuel du plafond de la Sécurité sociale.

Sous déduction du montant cumulé des cotisations et primes déductibles au titre des régimes supplémentaires obligatoires des salaires ou des cotisations de retraite "Madelin", ou du montant des cotisations employeur "PERCO".

5. Calculer l'impôt dû

5.1 Calcul de l'impôt brut (droits simples)

5.1.1 Barème de l'impôt 2017, applicable aux revenus 2016

5.1.2 Calcul de l'impôt brut : tableau de calcul de l'imposition 2016

5.2 Les réductions et crédits d'impôt

5.2.1 Réductions d'impôt

5.2.2 Réductions et crédits d'impôt sur l'habitation principale pour 2016

5.1 Calculer l'impôt brut (droits simples)

5.1.1 Barème de l'impôt 2017, applicable aux revenus 2016

4 tranches	Barème
N'excédant pas 9 710 €	0 %
De 9 710 € à 26 818 €	14 %
De 26 818 € à 71 898 €	30 %
De 71 898 € à 152 260 €	41 %
> 152 260 €	45 %

5.1 Calculer l'impôt brut (droits simples) (suite)

5.1.2 Calcul de l'impôt brut : tableau de calcul de l'imposition 2016

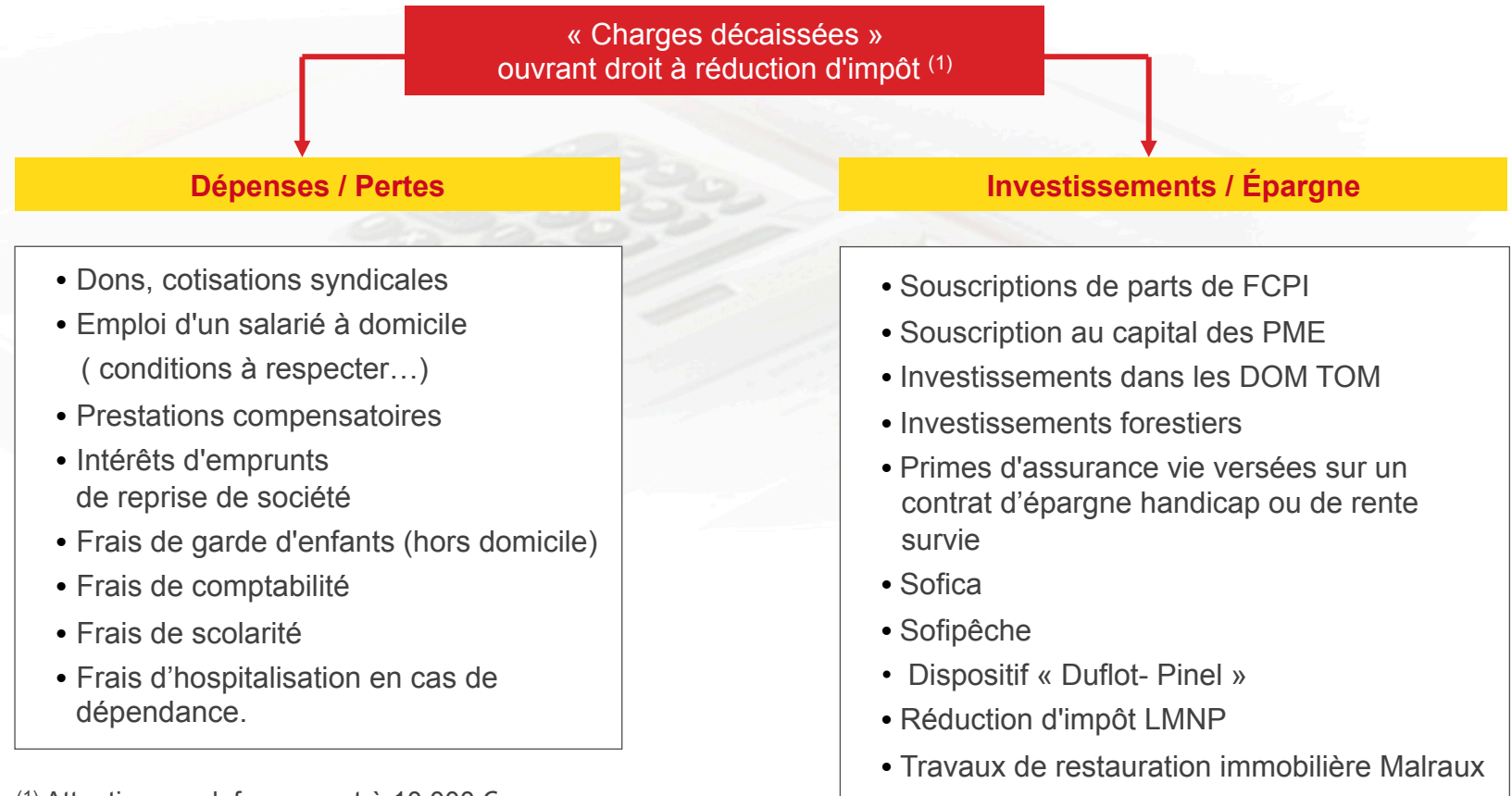
Revenu Net Imposable (RNI) / Quotient Familial (QF) = Revenu soumis au barème
(sans plafonnement des effets du quotient familial)

Barème 2015	
Quotient RNI/ N = R	Montant de l'impôt
De 9 710 € à 26 818 €	$(\text{RNI} \times 0,14) - (1\,359,40 \times N)$
De 26 818 € à 71 898 €	$(\text{RNI} \times 0,30) - (5\,650,28 \times N)$
De 71 898 € à 152 260 €	$(\text{RNI} \times 0,41) - (13\,559,06 \times N)$
Supérieur à 152 260 €	$(\text{RNI} \times 0,45) - (19\,649,46 \times N)$

- Un couple avec 2 enfants → QF (N) = 3.
- RNI = 60 000 €.
- R = 60 000 € / 3 = 20 000 €.
- IR brut = $(60\,000 \times 0,14) - (1\,359,40 \times 3) = 4\,321,80$ €.

5.2 Réductions et crédits d'impôt ⁽¹⁾

5.2.1 Réductions d'impôt



⁽¹⁾ Attention au plafonnement à 10 000 €

5.2 Réductions et crédits d'impôt (suite)

5.2.2 Réductions et crédits d'impôt sur l'habitation principale pour 2015

- **CITE (crédit d'impôt pour la transition énergétique) : taux unique de 30 %**
(quelques exemples)

Crédit d'impôt en faveur du développement durable (CIDD)	
Dépenses 2015 (liste non exhaustive)	Taux du crédit d'impôt
	Ensemble
Pompes à chaleur air -eau	30 %
Pompes à chaleur géothermique	30 %
Chaudières à condensation utilisées comme mode de chauffage ou de production d'eau chaude; chaudières à micro-cogénération au gaz utilisées comme mode de chauffage ou de production d'électricité; chaudières fonctionnant au bois ou autres biomasses	30 %
Portes d'entrée isolantes (seules celles donnant sur l'extérieur)	30 %
Volets isolants (hors motorisation)	30 %

Le plafond pluriannuel, sur une période de 5 ans, est fixé à 8 000 € pour une personne célibataire, veuve ou divorcée, ou 16 000 € pour un couple marié ou lié par un PACS, majoré de 400 € par personne à charge. Depuis 2009, le crédit d'impôt est étendu aux propriétaires bailleurs à hauteur de 8 000 € par logement dans la limite de trois logements maximum par an.

6. Mesures issues de la loi TEPA

Exonération d'impôt des revenus perçus par les étudiants à hauteur de 3 SMIC.

Suppression de l'exonération des heures supplémentaires (fiscale et sociale).

Rappel de la suppression – depuis le 01/01/2011 - des crédits d'impôt concernant les intérêts d'emprunts contractés pour l'acquisition de la résidence principale.
Ce mécanisme, bien que supprimé, continue à produire ses effets pour les périodes résiduelles. La réduction d'impôt a concerné 5 années et même 7 années.

Pour les logements neufs acquis à compter du 01/01/2009, qui répondent au label B.B.C. (bâtiment basse consommation énergétique) :

- 40 % sur les intérêts payés au titre des 7 premières annuités,
- sinon, 30 % la 1^{re} année et 15 % les 4 années suivantes.

7. Contribution exceptionnelle sur les hauts revenus

7.1 Le barème de la contribution exceptionnelle

7.2 Mécanisme de lissage sous conditions

7.3 Exemple de lissage pour un célibataire

7.1 Le barème de la contribution exceptionnelle

Fraction du revenu fiscal de référence	Célibataire, veuf, séparé ou divorcé	Marié ou pacsé soumis à l'imposition commune
< 250 000 €	0	0
> 250 000 € et < 500 000 €	3 %	0
> 500 000 € et < 1 000 000 €	4 %	3 %
> 1 000 000 €	4 %	4 %

La contribution exceptionnelle est applicable en 2016.

Le revenu à prendre en compte pour l'assujettissement est le revenu fiscal de référence de 2015.

7.2 Mécanisme de lissage sous conditions

Le revenu fiscal de référence > 1,5 fois la moyenne des revenus de référence des deux années précédentes.

Le revenu de référence des deux années précédentes doit être inférieur au seuil de détermination des hauts revenus (250 000 € pour une personne seule, 500 000 € pour un couple).

Le contribuable doit avoir été imposé en France au cours des deux années précédentes.

Le revenu de référence lissé est égal :

$$\text{RFR} - \left[(\text{moyenne des RFR de } n-1 \text{ et } n-2) / 2 \right] + \text{moyenne de RFR de } n-1 \text{ et } n-2.$$

7.3 Exemple de lissage pour un célibataire

Revenu fiscal de référence de 2016	1 000 000 €
Revenu fiscal de référence : - 2014 : 220 000 € - 2015 : 180 000 € Moyenne : 400 000 € / 2	200 000 €
Différence	800 000 €
Différence / 2	400 000 €
RFR à retenir pour le calcul de la contribution 200 000 € + 400 000 €	600 000 €
Contribution à payer sur 600 000 € - 250 000 € x 3 % = 7 500 € - 100 000 € x 4 % = 4 000 € 11 500 € x 2	23 000 €

8. Fiscalité de l'épargne (tableaux récapitulatifs)

8.1 Livret A – LDD – Immobilier : revenus fonciers, plus-values

8.2 Actions : revenus, plus-values – Obligations : revenus, plus-values

8.3 Assurance vie : rachat total ou partiel, capitaux décès

8.1 Livret A – LDD – Immobilier : Revenus fonciers, Plus-values

Produits	Imposition	Prélèvements sociaux
Livret A LDD Livret jeune LEP	Exonération	Exonération
Immobilier Revenus fonciers	Régime micro-foncier (loyers < 15 000 €) : Abattement de 30 % Régime réel : imputation du déficit foncier sur le revenu global (limite 10 700 €)	15,5 %
Immobilier Plus-values	Abattement pour durée de détention : - 6 % de 6 à 21 ans - 4 % la 22 ^e année - Exonération au-delà Plus-value imposable : < 50 000 € : 19 % > 50 000 € : 19 % + surtaxe progressive de 2 % à 6 % Résidence principale et 1 ^{ère} cession (sous conditions) : exonération	- 1,65 % par an de 6 à 21 ans - 1,60 % la 22 ^e année - 9 % de 23 à 30 ans - Exonération au-delà

8.2 Actions : revenus, plus-values – Obligations : revenus, plus-values

Produits	Imposition		Prélèvements sociaux
Actions Revenus	- IR après abattement de 40 % - Acompte 21 % prélevé à la source (dispense si revenu fiscal de référence < 50 000 € ou 75 000 €)		15,5 % dont 5,1 % de CSG déductible
Actions Plus-values	- IR après abattement pour durée de détention		15,5 %
	Abattement régime droit commun	Abattement régime incitatif ⁽¹⁾	
	≥ 2 ans et < 8 ans : 50 % ≥ 8 ans : 65 %	≥ 1 an et < 4 ans : 50 % ≥ 4 ans et < 8 ans : 65 % ≥ 8 ans : 85 %	
	Abattement fixe supplémentaire de 500 000 € pour les dirigeants partant en retraite		
Obligations Revenus	- IR - Acompte 24 % prélevé à la source (dispense si revenu fiscal de référence < 25 000 € ou 50 000 €)		15,5 % dont 5,1 % de CSG déductible
Obligations Plus-values	- IR		15,5 %

(1) Cessions de PME de -10 ans, dirigeants d'entreprises partant en retraite, cessions à un membre du groupe familial

8.3 Assurance vie : rachat total ou partiel, capitaux décès

Produits	Imposition	Prélèvements sociaux
Assurance vie Rachat total ou partiel	<p>< 4 ans : IR ou 35 % ≥ 4 et ≤ 8 ans : IR ou 15 % > 8 ans : IR ou 7,5 % (après abattement de 4 600 € ou 9 200 €)</p>	
Assurance vie Capitaux décès primes versées avant 70 ans	<p>Jusqu'au 30/06/2014 : < 152 500 € : 0 % ≥ 152 500 € ≤ 1 055 338 € : 20 % > 1 055 338 € : 25 %</p>	15,5 %
	<p>Depuis le 01/07/2014 : < 152 500 € : 0 % ≥ 152 500 € ≤ 852 500 € : 20 % > 852 500 € : 31,25 %</p>	
Assurance vie Capitaux décès primes versées après 70 ans	<p>Exonération jusqu'à 30 500 €. Au-delà, imposition aux droits de succession.</p>	
PEA	<p>Sortie en capital : < 2 ans : 22,5 % ≥ 2 ans et ≤ 5 ans : 19 % > 5 ans : Exonération Sortie en rente viagère : ≤ 8 ans : IR > 8 ans : Exonération</p>	15,5 %